



Objet : Déclaration CGT sur la nouvelle stratégie IBM relative à l'entité « Shared Services »
- juin 2020

Le nouveau PDG, M. Arvind Krishna, entré en fonction le 6 avril 2020, a annoncé « une nouvelle stratégie axée sur le cloud hybride et l'Intelligence Artificielle qui doivent faire l'objet de la « concentration excessive de toute l'entreprise ». On peut légitimement s'attendre à ce que les autres activités soient fortement réorganisées en 2020 et 2021.

C'est ainsi que la direction d'IBM au niveau mondial vient de créer une nouvelle entité « IBM Shared Services » consolidant ce qu'elle considère comme des fonctions de support et intégrant de plus en France environ 150 salariés qui travaillaient auparavant dans d'autres entités. Il s'agit là du premier projet porté à la connaissance des représentants du personnel d'IBM France.

Cependant, c'est une information très insuffisante qui nous a été fournie en avril 2020, insuffisance que la direction tente de justifier, comme souvent, par le fait, selon elle, que rien ne changerait pour les 150 salariés concernés. Il manque pourtant des informations essentielles parmi lesquelles :

- Il s'agit d'un document de 4 pages, en anglais, fourni 10 minutes avant l'instance,
- Aucune information sur la localisation et les métiers / professions des salariés concernés, ni dans leur entité d'origine, ni dans leur nouvelle entité, ni sur les budgets et plans de formation nécessaires,
- Aucune information sur l'organisation, l'organigramme, l'effectif, que ce soit au niveau France, Europe, ou mondial.

Le peu d'informations fourni par la direction, en cette période de télétravail massif et d'interdiction de l'utilisation du mail professionnel par la direction pour communiquer avec les salariés, est contredit, par exemple, par les témoignages de salariés de Montpellier qui font état de transferts imposés dans des activités de support alors qu'ils sont sur une carrière technique, et qui, tous ont été choqués par une information verbale 48 heures avant de recevoir des mails en Anglais d'IBM Corp, sans aucun mail en Français de leur entité cédante ou de leur entité preneuse.

Cette réorganisation, à l'opposé d'une simple consolidation administrative d'activités existantes, masque en fait des mutations autoritaires. Que penser alors d'un prétendu « renforcement » des activités de support en France par 150 nouveaux salariés alors que celles-ci sont déjà, comme le montre la GPEC, les plus soumises aux suppressions de postes, aux externalisations, aux mutations géographiques conduisant à des licenciements (Digital Sales), aux transferts indignes (secrétaires administratives à Manpower, « projet Gallium »). Ne s'agit-il pas plutôt de commencer à faire baisser les effectifs des entités Business cédantes tout en préparant une prochaine réduction des effectifs de support ?

Dans ce contexte de forte inquiétude déjà relayée par l'EWC (European Council IBM) et par la presse internationale, et aggravé par la crise sanitaire, les représentants CGT des salariés ne peuvent que demander dès aujourd'hui une alerte économique et faire part de leurs craintes les plus vives pour l'emploi à IBM France SAS et pour ses sites en région, et en particulier pour le site de Montpellier.

C'est pourquoi la CGT IBM France et ses représentants dans les instances appellent les salariés et les autres organisations syndicales à résister, dénoncent l'information déloyale du CSEC d'avril 2020 (point 8. Information sur le projet de rationalisation des activités de support dans les BU), et exigent l'arrêt en France du projet Shared Services correspondant ainsi qu'une information et une consultation complètes au titre des consultations obligatoires.